

# MUR - MURES aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

Janvier  
2021

Briançon se situe à la frontière franco-italienne. Entre la première ville italienne Oulx et Briançon, 3 bus par jour font le trajet en 50 minutes. Cependant, les politiques anti-migratoires font que les personnes exilées sont forcées de s'éloigner des routes, prenant le risque de passer de hauts cols à pied.

Avec les politiques italiennes et européennes, le passage par la Méditerranée est devenu très difficile et beaucoup de gens qui arrivent à la frontière sont passés par la route des Balkans, en majorité des familles avec de jeunes enfants et nourrissons. Le passage à pied de la frontière

en est d'autant plus difficile pour elleux.

Au col-frontière, la répression est féroce et s'est encore intensifiée après l'attentat de Nice et les amalgames racistes migration/terrorisme. Effectifs renforcés : 50 gendarmes mobiles, 30 à 50 agents de la police aux frontières (PAF) et 20 militaires de l'opération sentinelle. Ils travaillent en collaboration avec la police italienne (fichage, communication, accès à un bureau à la PAF). Ils ont aussi des hélicos et des drones en plus du matériel dont ils disposaient déjà : 4x4, jumelles thermiques, motoneiges.

## POINT SUR LA SITUATION À BRIANÇON

Les violences de la PAF (passages à tabac, racket des exilé·e·s) ont diminué cette dernière année, depuis les pressions d'ONG et d'assos et la condamnation de 2 agents de la PAF pour violence. Cependant les traques dans la forêt sont perpétuelles, suivies de refoulements et expulsions systématiques sauf urgence vitale. Elles tendent des embuscades dans les bois en se faisant passer pour

des soutiens. Sachant que les forces de l'ordre qui surveillent la frontière peuvent intervenir jusqu'à 20km de celle-ci, ce qui permet des contrôles dans les gares, les trains, les bus et sur les routes, ces opérations sont complétées d'arrestations (au faciès) à l'entrée des trains et de contrôles d'identité en ville. En plus, avec le confinement, il n'y a pas de touristes et chaque personne en montagne est visible et suspecte.



La répression des exilé·e·s passe aussi par la destruction des solidarités. En Italie, les procès continuent de tomber pour réprimer les lieux occupés en solidarité aux personnes en passage et qui font aussi vivre la lutte pour la liberté de circuler et de s'installer. À Briançon, c'est l'ensemble du réseau de solidarité qui est menacé : fermeture de Refuges Solidaires, fermeture du local de Tous Migrants, expulsions de logements ou hébergements,

contrôles d'identité et gardes à vue incessantes. Enfin, rien qu'au mois de décembre, il y a eut deux procès basés sur de faux témoignages policiers contre des soutiens pour « aide au passage illégal » et « rébellion et délit d'entrave aux skieurs ».

**Malgré tout, des dizaines de personnes finissent par passer la frontière chaque jour ! Mais pour que ce soit possible, il y a besoin de réseaux de solidarité, de maraudes en montagne, de lieux d'accueil, de luttes contre la fermeture des frontières et les politiques militaro-policières, de soutien financier... Toute initiative de soutien est bienvenue !**

## DISSOLUTION DU CCIF : UN NOUVEAU REMPART CONTRE L'ISLAMOPHOBIE D'ÉTAT EST ÉCARTÉ

Le gouvernement, sur demande du ministre Darmanin a annoncé le 19 novembre dernier la dissolution du Collectif Contre l'Islamophobie en France. Plusieurs organisations ont dénoncé cette dissolution, voici des extraits des communiqués de la LDH et de Human Right Watch.

En assumant de dissoudre une association parce qu'elle a qualifié d'islamophobes « des mesures prises dans le but de prévenir des actions terroristes et de prévenir ou de combattre des actes punis par la loi », le gouvernement s'engage sur la voie du délit d'opinion. <https://www.ldh-france.org/>

Le fait de cibler une organisation comme le CCIF, qui travaille sur le sujet des discriminations, envoie le message que la France ne tolérera pas que des musulmans exercent leurs droits civiques et politiques pour exprimer leurs préoccupations et protester contre des injustices sur un pied d'égalité avec les autres populations du pays. [www.hrw.org/](http://www.hrw.org/)

Pour lire la défense du CCIF face aux fausses accusations :

<http://www.islamophobie.net/les-nombreuses-contre-verites-sur-le-ccif/>

### LA VILLE DE GRENOBLE S'ENGOUFFRE DANS LE PIÈGE SÉCURITAIRE ET ISLAMOPHOBE

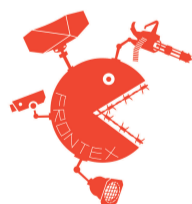
Le 5 décembre dernier, Eric Piolle annonçait "Nous allons demander le remboursement" des 3600€ de subventions versées par la mairie de Grenoble, avant d'ajouter "Nous devons lutter contre cet islam politique et les risques djihadistes ... Les moyens mis par ces gouvernements successifs ne sont peut-être pas à la hauteur des enjeux." Même matériellement impossible (l'association étant dissoute), cette injonction confirme l'alignement de Piolle aboyant avec la droite en faveur de cette mesure absurde juridiquement et dangereuse socialement.

**HONTE À EUX !**



LE RACISME  
EST UN DELIT  
L'ISLAMOPHOBIE AUSSI

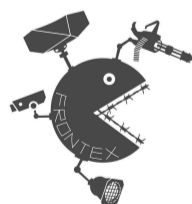
## FRONTEX, 15 ANS D'IMPUNITÉ : L'AGENCE HORS-LA-LOI DOIT DISPARAÎTRE !



Extrait du communiqué de  
migreurop du 8/12/20 :

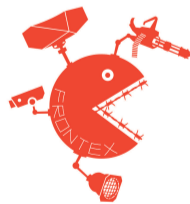
L'agence de garde-côtes et de garde-frontières européens Frontex est accusée par divers médias d'avoir eu connaissance ou de s'être rendue complice du refoulement d'au moins 6 bateaux d'exilé·e·s en mer Egée, entre mars et septembre 2020. Pour la première fois, l'agence a été sommée de s'expliquer auprès de la Commission et du Parlement européens.

**IL ÉTAIT TEMPS !**



Depuis 2011, Migreurop dénonce les violations des droits dont Frontex se rend coupable : non-respect du droit d'asile, entraves au droit de quitter tout pays, mauvais traitements et actes de violence, discriminations, manque de transparence en matière de protection des données personnelles.

A partir de 2013, la campagne inter-assocative Frontexit a montré comment la montée en puissance de Frontex (budget et autonomie) accroissait sa dangerosité.



A ce jour, ni l'agence ni aucun de ses agents n'ont jamais été mis en cause, et, depuis des années, les témoignages accablants qui s'accumulent ne semblent pas remettre en question l'augmentation constante de ses moyens, de ses effectifs et de son pouvoir de décision.

**IL EST URGENT QUE CESSE LA STRATÉGIE MORTIFÈRE AUX FRONTIÈRES DE L'UE, QUE LES PRATIQUES ILLÉGALES DE FRONTEX SOIENT ENFIN SANCTIONNÉES ET QU'UN TERME SOIT DÉFINITIVEMENT MIS AU MANDAT DE CETTE AGENCE EUROPÉENNE DONT L'IMPUNITÉ N'A QUE TROP DURÉ.**

